

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils

1080 chemin des Cartes
38390 Porcieu-Amblagnieu

Références : 2023-07-472
Code AIOT : 0006600726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/07/2023 dans l'établissement LES CARRIERES DE POMPIGNAN implanté au lieu-dit Germeaux 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort. L'inspection a été annoncée le 09/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE POMPIGNAN
- Germeaux 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort
- Code AIOT : 0006600726
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert ; il s'agit d'une carrière de pierre de taille avec extraction de blocs qui sont alors acheminés vers le site de POMPIGNAN au lieu-dit Lascans Nord, à proximité immédiate.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la consistance des installations classées (article 1.4 AP n°05-034N du 8/04/2005),
- la signalisation, accès, zones dangereuses (article 1.9.1.2 AP n°05-034N du 8/04/2005),
- l'attestation de constitution des garanties financières (article 1.9.2.5 AP n°05-034N du 8/04/2005),
- le rapport annuel (article 2.3 AP n°05-034N du 8/04/2005),

- la protection des ressources en eau (article 3 AP n°05-034N du 8/04/2005),
- le plan d'exploitation (article 15 AM du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières),
- le plan de gestion des déchets d'extraction (article 16 bis AM du 22/09/1994 modifié précité).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la sous-Préfète du Vigan; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la sous-Préfète du Vigan, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.4	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
2	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.9.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois
7	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Attestation de constitution des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.9.2.5	/	Sans objet
4	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.3	/	Sans objet
5	Protection des ressources en eau de pluie	Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des manquements ont été observés par l'inspection vis à vis des prescriptions réglementaires applicables. Néanmoins, le nouvel actionnaire a exprimé sa volonté d'y remédier.

L'inspection souligne l'importance d'établir un rapport de synthèse annuel comportant notamment les vérifications de la conformité aux arrêtés applicables afin d'éviter une dérive dans l'exploitation des installations ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : Tonnages maximums annuels à extraire : 2 000 tonnes Volume maximum autorisé : 25 500 m ³ dont matériaux commerciaux : 11 100 m ³ (30 000 tonnes) Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 26 000 m ² dont superficie de la zone d'extraction : 4 000 m ² Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire Modalités d'extraction : engins mécaniques Epaisseur d'extraction maximale : 7 m Côtes limites NGF d'extraction : 218 m
Constats : Un changement d'actionnaire et de gouvernance a été réalisé courant septembre 2022. Toutefois, ce changement n'entraîne aucun changement ni de dénomination, ni de SIREN, ni d'exploitant. L'adresse du siège social est toutefois modifiée et a été portée à la connaissance de l'inspection. En raison de ce changement et compte tenu des stocks résiduels déjà extraits, l'exploitant déclare n'avoir rien extrait au titre de l'année 2022. En l'absence de plan d'exploitation, l'inspection n'a pas pu contrôler le respect de la côte minimale d'extraction. L'épaisseur d'extraction maximale de 7 m NGF a néanmoins pu être vérifiée lors de la visite du site. L'exploitant s'est engagé à fournir avant fin 2023 un plan d'exploitation ; il a déjà pris l'attache du géomètre local, M. GAZAN, qui interviendra sur site à compter de septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation, accès, zones dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Le ou les accès à la voie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique ; ils sont réalisés en liaison et en accord avec les autorités compétentes. Notamment : . l'accès existant doit être modifié, empierré, stabilisé, se raccorder au bord de chaussée sans creux, ni saillie et présenter une pente supérieure à 4 % dirigée vers la propriété du bénéficiaire, . en ce qui concerne la visibilité, le nettoyage d'une bande de terrain d'une largeur de 10 mètres sur une longueur de 200 mètres de part et d'autre de l'accès devra être réalisé régulièrement. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : L'inspection a pu vérifier sur site le respect des prescriptions relatives à l'aménagement de l'unique accès de la carrière à la voie publique (accès stabilisé, raccordé au bord de chaussée sans creux, ni saillie et bonne visibilité), à l'information dédiée à la carrière et à l'interdiction d'accès. L'inspection a pu vérifier l'accès contrôlé et réglementé aux installations. Concernant l'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, l'inspection a pu constater en périphérie du site, une végétation dense et/ou la présence de blocs rocheux, ainsi qu'un grillage d'environ 2m en périphérie du site. La présence de la végétation dense, en extérieur du périmètre ICPE autorisé - empêche un accès facilité aux zones dangereuses depuis l'extérieur du site. Par contre, à l'intérieur du site, à l'exception de panneaux signalant le danger à proximité du bassin, le danger n'est pas systématiquement signalé par des pancartes placées sur les chemins d'accès aux abords des travaux, notamment aux zones dangereuses en cours d'exploitation. L'exploitant s'est engagé à signaler les interdictions d'accès, en amont de la zone en exploitation, même si aucun transporteur, ni particulier ne viendra s'approvisionner in situ.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Attestation de constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 1.9.2.5
Thème(s) : Situation administrative, Attestation de constitution des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit adresser au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.
Constats : L'exploitant a pu justifier d'un acte de cautionnement solidaire daté du 4/05/2020 pour un montant de 21 593 € pour la période allant jusqu'au 07/04/2025.Ce montant est conforme au montant révisé relatif à la quatrième phase quinquennale d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport de synthèse est établi chaque année. Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">. les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ;. les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivi ;. les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies ;. les résultats des tests, des exercices ;. la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ;. le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation... Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente.
Constats : Le rapport annuel 2022 n'a pas été mis à la disposition de l'inspection des installations classées. Aucune vérification de la conformité au présent arrêté n'a été réalisée. Néanmoins, compte tenu du changement d'actionnaire et de gouvernance réalisé courant septembre 2022 et de l'absence d'activité au titre de l'année 2022, il a été exceptionnellement convenu de ne pas fournir au titre de cette année 2022 de transition ce rapport annuel. Un courrier d'information en ce sens a été adressé en janvier 2023 à Mme la sous-Préfète du Vigan. L'exploitant s'est engagé à réaliser le rapport annuel 2023 et à le mettre à la disposition de l'inspection des installations classées début 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Protection des ressources en eau de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de pluie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées par les installations et leur activité.
Constats : L'inspection a pu vérifier l'absence de forage en nappe in situ et la présence d'un bassin étanche de récupération des eaux pluviales et de ruissellement. Toutefois, aucun usage de l'eau n'a été observé in situ ; il s'agit d'une carrière de pierre de taille fonctionnant en campagnes et avec une production maximale autorisée limitée (2 000 t/an). Les blocs extraits sont alors acheminés par l'exploitant sur son site de POMPIGNAN au lieu-dit Lascans Nord, sis à proximité immédiate.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">. les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;. les bords de la fouille ;. les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;. les zones remises en état ;. la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant n'a pas établi un plan d'exploitation actualisé. L'exploitant s'est engagé à fournir avant fin 2023 un plan d'exploitation comportant l'ensemble des informations réglementaires ; il a déjà pris l'attache du géomètre local, M. GAZAN, qui interviendra sur site à compter de septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

N° 7 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">. la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;. le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;. la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;. en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;. la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;. le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;. les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;. en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;. une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;. les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas établi un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à fournir avant fin 2023 un plan d'exploitation de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, comprenant l'ensemble des éléments stipulés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 5 mois

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 20 juillet 2023

La sous-Préfète du Vigan
à
Monsieur le président
CARRIÈRES DE POMPIGNAN
1080 chemin des Cartes
38390 PORCIEU-AMBLAGNIEU

Lettre préfectorale de transmission d'un rapport de visite d'inspection

Affaire suivie par : ILIOU Sandrine
Téléphone : 04 34 46 65 76
Courriel : sandrine.iliou@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2023-07-472
Code AIOT : 0006600726
Pièce jointe : Rapport de l'inspection du 13 juillet 2023

Monsieur le président,

L'inspection des installations classées s'est rendue le 13 juillet 2023 sur le site implanté au lieu-dit Germeaux 30170 Saint-Hippolyte-du-Fort afin de procéder à une visite d'inspection.

En application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, vous voudrez bien trouver ci-joint une copie du rapport établi par l'inspection et transmis à Madame la sous-Préfète du Vigan à la suite de cette visite.

Je vous invite à prendre connaissance avec la plus grande attention des constats établis et des suites administratives éventuellement proposées par l'inspection. Vous voudrez bien me faire parvenir les éléments de réponses et les justificatifs attendus, selon les délais précisés dans le rapport.

La partie de ce rapport intitulée « Contexte et constats de l'inspection » sera publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). En tant que de besoin, vous pouvez informer l'inspection des installations classées des données que vous considérez non publiables pour des raisons de confidentialité ou de secret de fabrication. L'inspection des installations classées

examinera la recevabilité de votre demande, masquera uniquement les données retenues comme confidentielles et procédera à la publication.

Je vous invite à formuler vos observations sur cette correspondance et sur le rapport dans le délai de 15 jours. Sans retour de votre part dans ce délai, il sera considéré que vous n'avez pas d'observations.

Lors de cette visite, l'inspection a constaté 4 non conformités qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important et imminent pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Pour ces constats non conformes, vous devez **dans un délai maximal de 15 jours à compter de la réception de la présente lettre de suite**, respecter la prescription concernée voire fournir un calendrier prévisionnel des actions mises en œuvre afin de la respecter, en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs voire engagements correspondants. Dans le cas contraire, je serai contraint de vous mettre en demeure de respecter les prescriptions contrôlées et rappelées ci-après :

- Consistance des installations classées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005 article : 1.4 - délai : 5 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Signalisation, accès, zones dangereuses - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2005 article : 1.9.1.2 - délai : 3 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Plan - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 15 - délai : 5 mois à compter de la date de la lettre de suite
- Plan de gestion des déchets d'extraction - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis - délai : 5 mois à compter de la date de la lettre de suite

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

P/La sous-Préfète du Vigan, et par subdélégation,
L'adjoint au chef de l'Unité inter Départementale Gard-Lozère



Thibault LAURENT